



## Edito

### MACRON AUX ETATS-UNIS, POUR QUOI FAIRE ?

**P**réparer la guerre contre la Syrie et d'autres ? C'est déjà parti. Finaliser le TAFTA ? En tout cas faire avancer les choses plus rapidement pour le bien de tous. S'inspirer du modèle de santé américain ? On y court tout droit si rien ne change. Parler du sort qui est réservé au peuple palestinien ? Compliqué quand on connaît les affinités des deux avec le chef du gouvernement israélien. Les droits de l'homme ? Le capital n'en veut pas, donc eux non plus. Les violences policières ? C'est un sujet qui peut les intéresser. Les inégalités, la pauvreté, les discriminations, les droits sociaux ? Laissons faire, cassons un peu plus et ça ira bien comme ça. La mondialisation, le libre échange, l'Union Européenne, l'impérialisme ? Ah, enfin des sujets intéressants pour le banquier et le milliardaire !

Des heures entières de reportages, d'interviews, d'analyses d'experts (qui prêchent et qui n'en sont pas), de consultants, de politiques, etc... à la télé, à la radio, des pleines pages dans les journaux, des photos stylées dans les magazines people. Une propagande étatique, pourquoi ? Pour de bonnes relations diplomatiques nous dira-t-on, pour le savoir-être et le style à la française. Ce n'est pas d'un mannequin dont le peuple a besoin. Pour autant, nous avons bien à la tête du pays un pantin, une marionnette. Que peut-il rester de cet homme si on coupe les ficelles tenues par la finance ou si on lui enlève la main du patronat qui lui sert à bouger ? Peut-être pas grand-chose ou alors quelqu'un de bien. Non, je déconne.

Nous pourrions être sans doute d'accord pour une visite officielle de ce genre comme pour les autres, encore faudrait-il que nous ayons les tenants et les aboutissants de ces rencontres, avec les sujets abordés, les intervenants, et un compte rendu officiel. Ce serait plus transparent et démocratique. La démocratie n'est dans le lexique macronien. Les salarié(e)s auraient sûrement des choses à dire sur les choix des politiques, comme pour Alstom, sur les

ventes d'armes et de matériels militaires, sur les transferts de technologie, sur l'environnement, sur les contrats commerciaux, sur les questions de paix. Sous couvert de diplomatie internationale, de secret des affaires, de secret défense, de l'OTAN, de l'OMC, de l'OMS, de secret du secret, tout se dit, se fait et personne ne sait. Quand on veut bien nous avertir ou que la presse fait son travail de fouille, c'est souvent trop tard et nous prenons les conséquences en pleine face.

On nous informera de plusieurs milliards d'euros de commandes, de contrats dans l'aéronautique, dans les services, dans le nucléaire ou je ne sais quoi d'autre, avec ou sans contrepartie, mais tout ça pour qui, pour quoi ? Pour les multinationales, les bourses et le capital, pas pour les salarié(e)s, les retraité(e)s. En encore moins pour les chômeurs, qui malgré des annonces comme celles-là, sont toujours au chômage. Bizarre, non ? La jeunesse ne voit rien en perspective de ces contrats, ils sont toujours dans l'incertitude de leur avenir.

Un président qui préfère s'afficher sur la scène internationale pendant que les salarié(e)s, les retraité(e)s, les chômeurs, la jeunesse s'organisent partout, manifestent, en grève reconductible pour les salaires, les pensions, des embauches, pour défendre leurs droits, n'est autre qu'un irresponsable social, un baron de l'indifférence et du mépris.

Il faut vraiment stopper Macron et le patronat. Cela pourrait être un début de slogan pour ce 1<sup>er</sup> mai et pour la suite. Il faut rentrer dans la lutte au côté des cheminots, des hospitaliers, des énergéticiens, et de tous ceux qui y sont ou qui vont y être. C'est ça, la vraie solidarité entre les travailleurs, c'est ça, notre combat. Sinon nous y passerons toutes et tous.

Bon 1<sup>er</sup> mai et bon courage pour la lutte.  
(Edito écrit lundi 23 au matin).

*Sébastien Martineau - Secrétaire Général*

### Sommaire :

#### Editorial :

Macron aux Etats-Unis, pour quoi faire ?	P. 1
Tract UD 1er Mai	P. 2 & 3
Intervention CGT au CA de la CAF 30/03	P. 4 & 5
Séance Plénière au CESER 16/04	P. 5 à 7
Joli mois de Mai, quand reviendras-tu ... ?	P. 7 & 8
La Vie des UL	P. 8
50 ans - Commémoration Mai 68	P. 9
AG IHS Région Centre reportée au 28/05	P. 9
Souscription Livre IHS Retraités E.M.	P. 10



### AGENDA

\*\*\*

### RASSEMBLEMENTS du 1er MAI

#### BOURGES

9 h 30 - Place Malus

#### VIERZON

10 h 30 - Place de la Résistance

#### ST-AMAND

10 h 30 - Place de la République

#### ST-FLORENT

10 h 30 - Place de la République

#### LA GUERCHE

10 h 30 - Parc Maurice Fuselier

#### AUBIGNY-sur-NERE

10 h 00 - Place de la Résistance



8 Place Malus  
18000 Bourges  
Tél 02 48 21 24 79  
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

# 1<sup>er</sup> MAI 2018

## *Stoppons Macron et le Patronat*

### Venez nombreuses et nombreux aux rassemblements à

<b>BOURGES</b>	10 h 30	Place Malus
A 9 h30 Place Malus : Dépôt de gerbe à la mémoire des militants victimes du nazisme.		
<b>VIERZON</b>	10 h 30	Place de la Résistance
<b>ST AMAND</b>	10 h 30	Place de la République
<b>ST-FLORENT</b>	10 h 30	Place de la République
<b>LA GUERCHE</b>	10 H 30	Parc Maurice Fuselier
<b>AUBIGNY s/NERE</b>	10 h 00	Place de la Résistance

Un an après son élection, nous pouvons faire un premier bilan de la politique sociale et économique du monarque Macron. **C'est un bilan catastrophique pour l'ensemble du monde du travail, les retraités, les chômeurs et la jeunesse.** Pas une seule mesure gouvernementale, pas une seule loi qui soit porteuse de progrès social, au contraire. Tout ce qui a été fait depuis un an est synonyme de régression, de baisse ou la fin de nombreux droits fondamentaux, de déclassement et de paupérisation. C'est la mise à mal de notre modèle social.



En cette année du 50<sup>ème</sup> anniversaire des luttes et des conquises de mai 68, cet oligarque imposé par le capital a pour mission d'en finir avec tout ce que les travailleurs ont obtenu par la lutte

collective depuis deux siècles. Tout ce que le patronat a été contraint de lâcher pour améliorer le travail et les conditions de vie des populations est en train d'être repris à marche forcée. La situation actuelle est d'une extrême violence sociale.

Et personne n'y échappe si ce n'est le cercle des puissants, des possédants, ceux qui détiennent le pouvoir par l'intermédiaire de Macron. La richesse exclusivement créée par les seuls salariés est récupérée par le patronat pour son propre intérêt tandis que nos salaires stagnent voire diminuent par rapport aux charges contraintes. Ce sont les mêmes qui bénéficient des avantages fiscaux et les mêmes à qui on supprime des droits sociaux.

**Le patronat, avec l'aide du gouvernement obtient plus avec Macron qu'il n'a obtenu avec les précédents présidents. C'est pour dire !** Que va-t-il nous rester si nous ne nous battons pas, si nous ne nous révoltons pas ? Ce qu'ils voudront bien nous laisser, sûrement pas grand chose. Nous devons créer les conditions de la lutte, par la généralisation de la grève et sa reconduction, qui est le seul moyen d'obtenir des avancées sociales. C'est ce que nous apprend l'histoire avec Mai 68, c'est ce que font des centaines de salariés, dans la période, dans beaucoup d'entreprises. Et la lutte paie après souvent plusieurs jours de grève. Cela, aucun grand média national n'en parlera, pour ne pas propager l'esprit de lutte.

**Ce 1<sup>er</sup> mai 2018 doit nous rappeler qu'il est possible d'obtenir d'autres droits collectifs et individuels.** Il doit nous rappeler que les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Qu'aujourd'hui le patronat et le gouvernement ont notre travail et nos vies entre leurs mains mais que demain tout peut s'inverser, se renverser. C'est à nous les travailleurs d'en décider avec la CGT. Décider de faire le constat que cette société marche sur la tête pour beaucoup d'entre nous, que ce système capitaliste est mortel pour les populations (sauf pour les plus riches bien sûr), que la mondialisation ne profite qu'aux mêmes et qu'elle entraîne des guerres impérialistes coloniales, que le capitalisme et la propriété privée lucrative font le bonheur du Front National et des partis de droite réactionnaires, etc...

**Décider, toujours avec nous, que d'autres solutions sont possibles.** Solutions qui font passer l'intérêt général bien au-dessus des intérêts particuliers, comme ce que propose la CGT pour un autre modèle de transport ferroviaire, comme ce que nous disons pour le financement de la santé et du vieillissement, de l'accès aux soins ou encore la Sécurité Sociale.

Nous proposons de réduire le temps de travail et d'avoir des congés payés plus nombreux (la 5<sup>ème</sup> semaine est dans le collimateur du gouvernement), d'augmenter très fortement les salaires pour pouvoir répondre à nos besoins, à nos

envies, sans peur de la banque, que les besoins élémentaires que sont l'eau et l'électricité soient sous gestion publique et n'appartenant plus à des groupes capitalistes.

Nous voulons une école gratuite et laïque, que les études supérieures ne soient plus à la charge financière des familles ou des étudiants eux-mêmes. La culture doit être partout et accessible à tous, il en est de même pour les services publics. Nous voulons les mêmes droits, pour l'ensemble des travailleurs, basés sur un socle de très haut niveau qui puisse nous garantir des aléas du lendemain. Il faudrait réfléchir à en finir avec la propriété privée des moyens de production et de commerce pour instaurer une propriété collective gérée par les salariés. Notre liste de propositions pour l'émancipation, le progrès social et une autre société est bien trop longue pour tout mettre sur ce papier.

**Ce 1<sup>er</sup> mai 2018 revêt un caractère particulier tant le mouvement social et syndical, voilà 50 ans, a permis des avancées majeures pour le salariat. Il est important de célébrer ces victoires sur le capital. Ce sont ces mêmes victoires qu'ils veulent nous reprendre, ne les laissons pas faire et exigeons l'impossible d'aujourd'hui et la réalité de demain.**

Bourges, 23 Avril 2018





## INTERVENTION CGT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAF DU 30 MARS 2018

Madame la Directrice,  
Monsieur le Président,  
Mesdames et messieurs les administrateurs,

La mise en place de ce nouveau conseil d'administration de la Caf du Cher est pour nous l'occasion de faire un rappel historique de la construction de la sécurité sociale, ainsi qu'un rappel de nos positions concernant cette institution porteuse de progrès social.

Comme vous le savez, le régime général a été créé avec les ordonnances d'octobre 1945, à la Libération. Ce texte portant création de la sécurité sociale est le fruit du programme intitulé « Les jours heureux », œuvre du CNR, adopté le 15 mars 1944 après de longues négociations. Le régime général comprend 4 branches, à savoir, maladie, vieillesse, famille et accident du travail.

L'ambition était de taille, libérer la population de l'incertitude du lendemain, en leur garantissant des revenus suffisants pour vivre, en toute circonstance.

C'est alors qu'intervient Ambroise Croizat, ministre du travail de novembre 1945 jusqu'en mai 1947. Croizat, rappelons-le, est un ministre communiste et est secrétaire général de la Fédération CGT de la métallurgie. C'est donc lui qui est en charge de l'instauration de la sécurité sociale. Il fait voter une loi indispensable pour achever cette œuvre, celle du 22 août 1946 sur les allocations familiales.

Croizat, un ministre du travail pas comme les autres. Tout d'abord parce qu'il est communiste, il a connu la misère ouvrière. Ensuite parce qu'il sort de prison, victime de ses activités et opinions politiques. Il a le niveau du certificat d'études et rend sa paye de député ministre.

Il cumule ses fonctions politiques et syndicales, en étant totalement ignoré de l'histoire et de la presse nationale. Il meurt prématurément à 50 ans, d'épuisement. Il aura un enterrement digne de celui de Victor Hugo. Cette ignorance résulte d'un révisionnisme permanent qui nie l'histoire ouvrière.

De ces textes, l'ensemble de la population a pu vivre sereinement, sans avoir peur du lendemain.

Son financement, axé sur la cotisation sociale avec le salaire socialisé, a permis une répartition de la valeur ajoutée produite par les salariés. Que ce soit

de par son mode de financement, ou son mode de gestion, on peut dire que le régime général est une institution révolutionnaire, gérée par et pour les seuls producteurs de richesse. Cette cotisation met à elle seule en évidence l'inutilité de la propriété privée lucrative et du crédit lucratif nécessaire auparavant pour faire face à la maladie ou à la vieillesse par exemple.

Ces caisses étaient gérées auparavant au travers des élus représentants les salariés cotisants. C'est en 1967 que De Gaulle avec l'ordonnance du 21 août, étend le principe du paritarisme à l'ensemble de la sécurité sociale, sur le même modèle que l'Unédic.

Nous rappellerons le rôle important qu'a tenu la CGT, dans la mise en place de ces caisses, dans l'organisation des élections, ainsi que dans la gestion de ces caisses puisque la CGT avait recueilli 60% des voix à elle seule. Tout cela s'est mis en place dans un délai très contraint, 6 mois environ.

Oui les salariés ont été capables jusqu'en 67 de gérer le budget de la sécurité sociale, soit 1.5 fois le budget de l'Etat. Impensable pour les détenteurs de capitaux.

Les attaques contre cette institution profondément anticapitaliste de par ses fondements, ont commencé très tôt. Cela ne date pas des dernières lois de finance mais s'ancre dans des régressions historiques, celle de 1990 avec la mise en place de la CSG, impôt révélant l'étatisation de notre sécurité sociale, celle de 1995 sous Juppé et celle de 2004.

La CSG, deuxième impôt en terme de ressources derrière la TVA, rapporte plus que l'impôt sur le revenu lui-même. Sa part dans le financement du régime général est de plus en plus grande, réduisant la part de financement lié à la cotisation. Nous ne sommes donc plus sur les richesses créées par le travail mais sur l'impôt, renvoyant non plus les allocations familiales pour la branche famille à du salaire pour les parents, mais à de l'aide sociale. Fondamentalement, c'est totalement différent.

A leur mise en place, les allocations familiales représentent la moitié des revenus des ménages. Elles sont versées à tous les parents d'au moins 2 enfants, sans exception. Nous n'en sommes plus là ! Depuis on nous a vendu la mise en place de la conditionnalité, au nom d'une pseudo justice sociale.

C'est donc bien le travail de parent qui est remis en question. Pire, nous savons tous que dès l'instant que des plafonds de ressources sont instaurés, ils ne visent en réalité qu'à diminuer d'année en année le nombre d'allocataires.

Toutes ces réformes ont pour la plupart été approuvées par bon nombre d'organisations composant ce conseil.

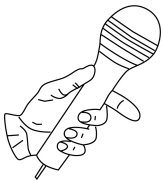
On peut donc penser, qu'une grande part de la crise sociale qui nous traverse depuis 40 ans est aussi le fruit de cet effondrement démocratique.

A l'heure où 1% des plus riches s'accaparent plus de 80% des richesses produites et qu'en France, depuis plus de trente ans, les salaires ont progressé en moyenne de 0.5% alors même que le PIB, lui, augmente de 1.5% par an, on nous explique que notre modèle social est d'un autre temps, qu'il coûte, qu'il faut être raisonnable et en finir avec celui-ci, sous couvert évidemment de dette publique. En réalité nous sommes face à un pillage des salaires bruts, organisé pour détruire la cotisation. Les détracteurs de notre modèle social sont aussi ceux qui s'exilent

fiscalement et qui s'acquittent de toute forme d'impôts.

Des solutions existent, il ne manque que la volonté politique de s'affranchir du diktat des détenteurs de capitaux. Il suffirait d'une part d'augmenter les salaires, et d'autre part d'augmenter le taux de cotisations gelé depuis 1979 pour les cotisations prétendues « employeurs », cela n'aurait donc aucun impact sur les revenus nets disponibles. Il conviendrait évidemment de supprimer tous les dispositifs permettant les exonérations de cotisations, qui ne sont en réalité que des baisses de salaire, ceux-ci n'ont fait qu'augmenter le taux de profit, tout comme les dispositifs visant à exonérer les entreprises de l'impôt, on peut notamment citer le scandaleux CICE.

**Nous militerons donc avec force pour le 100% sécurité sociale, pour toutes les branches, et la mise en place d'un statut protégeant les salariés de tous les risques potentiels et déconnecté du marché de l'emploi. Pour les allocations familiales, il faudrait dans un premier temps doubler leur montant et ouvrir des droits dès le premier enfant.**



---

**SEANCE PLENIERE DU CESER 16 AVRIL 2018**  
**AVIS PLAN REGIONAL SANTE**  
**INTERVENTION DE MADAME GAETA, GROUPE CGT**

Monsieur le Président,  
Madame la Vice-présidente du Conseil Régional,  
Monsieur le rapporteur,  
Mesdames et messieurs les conseillers,

Comme vous le savez, la CGT s'est emparée depuis bien longtemps de la question primordiale d'accès aux soins pour les populations. Le nouveau plan régional santé, présenté à la conférence régionale de santé et de l'autonomie le 29 mars, ne fait hélas que reprendre les politiques publiques en matière de santé menées depuis plusieurs années par les gouvernements successifs, avec une amplification notable des mesures d'austérité budgétaires. FO et la CGT ont voté contre.

La loi de finance de la sécurité sociale 2018 s'inscrit dans « l'objectif de baisse de la dépense publique et de réduction du déficit ». Avec une fixation de l'ONDAM à 2,3 % au lieu des 4 % nécessaires pour le maintien des moyens existants, il est impossible pour la CGT de porter ce nouveau plan régional santé comme une avancée pour les populations. Et les raisons sont simples, celui-ci s'acharne encore, à détruire l'hôpital public, seul garant de l'égalité de

l'accessibilité aux soins pour tous, quelle que soit sa situation.

Nous regrettons que l'avis qui nous est présenté ici, ne soit pas allé sur le fond du document, qui pourtant fait état de toutes les restructurations et fermetures de services à venir. Maternité, chirurgie, médecine, cardiologie, soins de suite et de réadaptation, hémodialyse, SAMU, urgences, psychiatrie, toutes les disciplines sont impactées.

Comment est-il possible de prétendre vouloir « répondre aux besoins de santé de la population » et de « donner la priorité à la prévention et promotion de la santé » quand dans le même temps, on supprime des services entiers d'hospitalisation, quand on détruit la médecine du travail et les CHSCT, la médecine scolaire, quand on régionalise les structures de dépistages du cancer, ou encore quand il n'est plus possible de se faire faire une mammographie dans son hôpital comme à Bourges par exemple ?

En région, plus d'une vingtaine de services sont menacés de fermeture, sans compter les mutualisations attendues ainsi que toutes les fermetures déjà effectives.

La gynécologie-obstétrique est une des disciplines la plus touchée avec 5 services menacés en région, justifiés par une baisse de la natalité. On nous fait avaler la pilule avec des créations de centres périnataux comme contrepartie, fonctionnant avec des libéraux, avec un recours accru à la télé-médecine, même dans le cadre du suivi de grossesses compliquées. On nous préconise aussi le retour post accouchement précoce. Cela ne fera qu'engendrer des ré hospitalisations et beaucoup d'angoisse pour les parents. Ces fermetures vont de plus augmenter le turn-over des patients des autres établissements, sans moyens humains et financiers supplémentaires. L'éloignement géographique des populations des maternités va aggraver les risques de complications pour les mères et leurs bébés.

Concernant les urgences, comme il a été dit à la conférence régionale de santé, environ 15.000 personnes depuis le début de l'année ont passé la nuit sur un brancard. Mais savez-vous tous ici, que de dormir sur un brancard aggrave le risque de surmortalité d'environ 30 % selon le patient concerné ? Malgré ces chiffres alarmants, il est question de mutualiser les SAMU en région ainsi que de fermer certains services d'urgence la nuit. La mise en place d'un pool régional de médecins urgentistes ne règlera pas les difficultés, d'autant plus qu'on ne sait pas dans quel cadre cela se fera. Va-t-on leur imposer des mobilités forcées ? La majeure partie des établissements ont déjà recours à l'intérim. On peut aussi ajouter toutes les restructurations des Sdis qui sont aujourd'hui dans l'incapacité de répondre réellement aux besoins urgents des usagers parce qu'ils ont, eux aussi, été victimes de restructurations drastiques. On peut dire sans difficultés que nous sommes tous plus ou moins en danger de mort. C'est une triste réalité.

A ce jour, les salariés des hôpitaux en région multiplient les grèves, avec le soutien des usagers, comme à Bourges avec les urgences saturées, à Châteaudun avec sa maternité, à Vierzon, à Vendôme, à Blois, à Pithiviers, Le Blanc, Orléans, Dreux, Chinon etc... pour défendre nos hôpitaux publics et surtout les conditions d'accueil des usagers.

Sur la démographie médicale, oui il y a pénurie, pénurie créée par la mise en place du numerus clausus et c'est grâce à cela qu'on nous justifie toutes ces régressions. Les médecins généralistes n'en peuvent plus, ils sont surchargés de travail. Pourtant l'ARS nous explique que cette même médecine libérale, qui est aujourd'hui débordée, serait en mesure de répondre à des demandes de soins urgents. Un peu de sérieux, combien de personnes dans cette région n'ont même plus de médecin traitant vers qui se tourner, combien dans cette assemblée ?

Pourtant des solutions existent, mais la volonté politique n'y est pas. Il faut 7 ans pour former un généraliste, on a déjà perdu 5 ans avec l'ancien plan. Il faut supprimer le numerus clausus, rendre les facultés de médecine plus abordables en supprimant la PACES (Première Année Commune des Etudes de Santé), former au plus près et gratuitement, revoir les critères de sélection ainsi que la formation initiale. Pourquoi ne pas aussi envisager des passerelles intra hospitalières dans le cadre de la formation professionnelle ? Et le problème de la répartition des médecins sur le territoire doit être abordé, sans tabous. Comme le souligne l'avis, le levier financier n'est pas l'élément déterminant dans le choix de l'installation ! On sait aujourd'hui que partout où les déserts médicaux sévissent, l'espérance de vie recule. Pour quelles raisons en sommes-nous arrivés là, qu'est-ce qui a changé ? Les médecins sont comme n'importe quel citoyen, ils souhaitent vivre sur des territoires attractifs. Mais face à la désindustrialisation, les fermetures d'écoles, le manque de structure d'accueil pour les jeunes enfants, la fermeture de tous les services publics de proximité, comment inciter un médecin à s'installer dans un désert médical s'il n'a ni école pour ses enfants, ni hôpital, ni bureau de poste à proximité ?

On retrouve aussi dans ce plan, la volonté de réduire drastiquement les prescriptions de transport ou de certains médicaments avec un contrôle de plus en plus grandissant sur les médecins prescripteurs, par les caisses primaires. Il est inacceptable que les médecins ne puissent plus faire leur travail sans être contrôlés et rappelés à l'ordre en permanence. C'est le même problème dans les hôpitaux avec la T2A, où les médecins devraient se cantonner à faire du chiffre. Ils subissent eux aussi le new management public, avec des pressions inacceptables, comme les autres salariés, ce qui engendre des départs. Ces départs sont alors un bon prétexte pour les directions pour fermer des services, tout est très bien organisé pour la casse de l'hôpital.

Le médico-social est aussi le grand perdant de l'histoire, alors même que les scandales de maltraitance institutionnelle ne cessent de fleurir dans les médias, l'ARS nous propose des infirmières partagées entre plusieurs EHPAD. En région Centre et ailleurs, il a été constaté que des transferts de budgets s'opèrent, du public vers le privé lucratif. Cela démontre la volonté de privatiser coûte que coûte, quelles qu'en soient les conséquences sur les usagers. Gaver les actionnaires sur le dos des usagers, voilà le fond de l'affaire.

Le secteur du handicap est lui aussi une victime de ce plan. A l'image du plan autisme dévoilé dernièrement, le gouvernement qui pourtant avait promis

que la prise en charge de l'autisme serait une priorité nationale, n'a pas tenu sa parole. Les associations dénoncent un plan sans moyens ne répondant pas aux besoins des patients et de leurs familles. Dans le même temps, les fonds de compensation du handicap ne cessent de s'amoinrir et les CMP (Centres Médico-Psychologiques) ferment leurs portes, en laissant les patients et leurs proches dans un profond désespoir. On nous prône l'inclusion à tout prix, mais avec quels moyens ? Tout reposera encore plus sur les aidants, la famille. C'est à cela que tend ce plan, l'autogestion des patients. C'est la même logique avec les patients atteints de troubles psychiatriques ou de maladies chroniques.

On peut aussi évoquer la promotion du modèle de santé anglo-saxon, avec leurs « clinical nurses », infirmières qui vont se voir déléguer des actes médicaux, sans encadrement, sans reconnaissance de qualification, qui seront contraintes de déléguer à leur tour, impactant de fait l'ensemble des salariés.

Nous voulons un hôpital public performant, au service des populations, et pivot en matière d'organisa-

tion des soins sur le territoire. Nous voulons le 100% sécurité sociale financé par la cotisation sociale.

Nous refusons le modèle proposé. La privatisation de la santé, ça ne marche pas, tout comme la privatisation du rail. Les étudiants et enseignants aussi refusent ce modèle, en luttant contre la réforme de l'université et en investissant massivement les bourses du travail. Même les juges et avocats s'y mettent contre la réforme de la justice. Les salariés du public, du privé, tous s'organisent. Alors si un certain leader syndical, affirme sans ambiguïté qu'il ne croit pas à la convergence des luttes, nous à la CGT, nous y croyons !

A ce titre, nous appelons donc à l'unité du salariat afin que s'organise la convergence des luttes !

La CGT soutient la décision d'émettre un avis défavorable sur le PRS 2 contenu dans l'avis.

Nous vous demandons, s'il vous plait, une interruption de séance.

Merci.

## JOLI MOIS DE MAI, QUAND REVIENDRAS-TU ... ?

Mai 68, 50 ans déjà. Beaucoup de nos syndiqués n'ont pas connu cette période de luttes qui, après 1936, 1945, pour ne parler que du XXe siècle, prend sa place dans les grands combats pour l'émancipation de la classe ouvrière et pour un changement de société.

Nous ne voulons pas nous livrer ici à une simple commémoration. Nos ennemis de classe le font "très bien", mais en falsifiant honteusement la réalité : souvenons-nous de Sarkozy voulant, à propos d'une autre époque, "récupérer" Guy Môquet ; Macron avait aussi pensé commémorer Mai 68 –mais il n'en parle plus guère, vu la situation sociale actuelle !– mais pour tous la ficelle était un peu grosse : Macron est, et reste, de droite, au service des intérêts capitalistes, et on se doute bien de quel côté il aurait été en Mai 68 ! A moins qu'il ne veuille le célébrer, du côté C.R.S. et gendarmes mobiles, avec Notre-Dame des Landes, l'évacuation de la fac de Tolbiac, etc... !

Non, pas de sentimentalisme ni de regrets du "bon vieux temps", pas de ruminations d'"anciens combattants", mais bien une analyse pour savoir comment agir si l'on crée une situation similaire. L'Histoire renseigne et donne des armes pour l'avenir. Quelles revendications porter ? Comment élever le rapport de forces ? Certes en Mai 68 ce n'est pas la même situation que maintenant, mais ce n'était pas non plus comme en 36, ou en 45, et pourtant .... Il faut bien reprendre la lutte, puisque notre période voit les conquies d'hier remis en cause, que ce soit ceux de 36, de 45, de 68.

Mai 68 n'est pas né de rien. En 1967, on a compté 4,2 millions de journées de grève. Les ordonnances sur la

Sécurité Sociale en 1967 ont fortement mobilisé. De nombreuses grèves intersyndicales se sont déroulées cette année-là, en général menées par la CGT et la CFDT, parfois avec FO et la CFTC. A Paris le 1er Mai 68, la manifestation rassemble un million de personnes. Les "30 glorieuses" ne l'étaient pas pour tous, pour les travailleurs mal payés, soumis aux cadences infernales, avec des droits syndicaux limités. Un pouvoir politique autoritaire et réactionnaire s'était transformé en état policier.

Rappelons aussi qu'un peu partout dans le monde, à Berlin, à Rome, en Espagne, au Japon, aux USA, des manifestations d'étudiants et de mouvements progressistes avaient lieu contre la guerre coloniale et impérialiste des USA au Viêt-Nam, et aussi aux USA contre le racisme anti noirs quasi-officiel.

L'étincelle sur cette poudrière est venu de la révolte des étudiants. L'Université n'accueillait qu'un infime pourcentage de fils d'ouvriers, et il nous est parfois difficile de déceler l'aspect "de classe" de ce mouvement.

Les temps ont –un peu– changé, mais les luttes communes avec les étudiants, les lycéens, doivent être dans nos préoccupations, vu les réformes sélectives, anti-démocratiques, qui s'abattent sur une jeunesse déjà menacée d'un avenir de chômage.

L'autoritarisme, l'infantilisation, la répression, l'absence de liberté d'expression leur étaient devenus insupportables. Rappelons que la télévision (O.R.T.F.) était sous tutelle du pouvoir gaulliste et réactionnaire, que la moindre manifestation était réprimée par la police, qui gardait ses

"bonnes" habitudes de brutalité, prises contre les manifestants algériens et sympathisants quelques années plus tôt.

A propos de la liberté d'expression et de la presse écrite n'oublions pas qu'en 2018 les grands groupes de presse sont la propriété de grands groupes financiers capitalistes, pensons au traitement infligé à la CGT par la presse locale, "Le Berry".

La violente répression policière contre les étudiants le 10 Mai donne lieu à la puissante journée de grèves et manifestations, le 13 Mai (1 million à Paris), suite à la rencontre CGT-CFDT-FEN-SNES SUP-UNEF.

C'est encore un sujet qui nous interpelle, maintenant en 2018 : comment faire l'unité syndicale ? Avec qui ? Pour quelles luttes et revendications ? Par la base ou au sommet ?

Le 16 Mai, Renault-Billancourt est occupé. La CGT appelle les travailleurs à prendre place dans la lutte, à se réunir sur les lieux de travail, à organiser les consultations dans les entreprises. Pas de mot d'ordre de grève générale, mais la grève avec occupation est votée à la base et c'est une unité syndicale, de fait, qui se constitue, après un appel sans équivoque de la CGT.

Tous les secteurs sont touchés, même les plus inattendus : les théâtres, la Ligue de Football, l'O.R.T.F., le festival de Cannes, les agriculteurs, les écrivains, les banques, etc... Renault à Boulogne-Billancourt est occupé par ses 10.000 salariés, de même que ses usines de Flins, Cléon, Le Mans ; Citroën, Peugeot, RATP, SNCF, les raffineries, etc... 10 millions de travailleurs sont en grève. La Bourse, à Paris, est l'objet, le 24 mai, d'un début d'incendie, signe que (même si on peut s'interroger sur l'opportunité de cette action) la cible était bien reconnue comme symbole du capitalisme triomphant.

Le gouvernement et le patronat sont obligés de se mettre autour de la table de négociations. Elles commencent le 25 Mai et aboutissent le 28 à la signature du "Contrat de Grenelle" qui entérine des avancées importantes, et servira de base aux très nombreuses négociations ultérieures dans les branches et les entreprises : reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, augmentation du SMIG de 33 %, fusion du SMIG et du SMAG (agriculture), salaires augmentés de 15 à 20 %, échelle mobile des sa-

lares dans certaines branches, réduction de la durée du travail....

Le patronat ne cède que devant la force, devant la mobilisation des salariés dans leur entreprise. Les patrons ont dû céder sur des points importants, et pourtant l'économie française ne s'est pas écroulée, ce qui signifie qu'ils pouvaient le faire, c'est-à-dire que l'exploitation des travailleurs était de haut niveau.... Déjà, en 1936, ils criaient qu'on les étranguait avec les congés payés...

Cette mobilisation massive dans les entreprises, la négociation en position de force, est une leçon à tirer pour l'efficacité de l'action syndicale.

Malheureusement, la reprise en main par le gouvernement, aux ordres du patronat, n'a pas tardé, avec les élections législatives de fin Juin qui ont amené une majorité U.N.R. revancharde au pouvoir. Le slogan "Elections, piège à cons", né à cette époque, ne faisait qu'affirmer que seule la lutte sociale pouvait apporter des résultats dans ce genre de circonstances.

Un autre enseignement, qu'il ne faudra pas oublier dans le climat actuel en France, est que les forces de droite sont prêtes à tout pour réprimer ceux qui les contestent. Les violences policières ont fait des centaines de blessés, un lycéen de 17 ans venu apporter son soutien aux grévistes de Flins a été tué, ainsi que deux ouvriers de Peugeot à Sochaux. Le 29 Mai, De Gaulle est allé, en Allemagne, demander, et obtenir, le soutien de l'armée, tandis qu'une centaine de blindés AMX 30 quittaient leur caserne de Rambouillet pour Paris. A la mi-juin, les milices du SAC (Service d'Action Civique, gaulliste) composées en partie de truands, commençaient à s'agiter.

Ne négligeons pas cet aspect des choses, la rage de l'adversaire de classe, dans toutes nos actions.

Ces quelques réflexions ne doivent pas nous démoraliser à l'idée qu'un tel mouvement ne serait plus possible, mais, bien au contraire, l'actualité sociale en ces mois de printemps 2018 montre que les salariés, les étudiants, les lycéens, les chômeurs, les retraités sont toujours prêts à la lutte pour leurs droits, le progrès social, le changement de société.

Gérard Melin - Membre du Bureau UD (*Etudiant en 1968*)  
Sébastien Martineau - Secrétaire Général UD

## **LA VIE DES UL**

### **SAINT-AMAND MONTROND**

Permanence, accueil : **Le 1er Mercredi de chaque mois de 16 h à 18 h**

Réunion de l'UL : **de 17 h à 18 h**

Adresse : **Impasse Mallard (derrière la Poste)**

**Prochaine date : 2 MAI**

### **AUBIGNY**

Permanence, accueil CGT et INDECOSA-CGT :

**Le 1er Mercredi de chaque mois de 17 h à 19 h**

**Petite Salle de la Salle des Fêtes**

**Prochaine date : 2 MAI**



# 50 ANS - MAI 68

## COMMÉMORATION



### INITIATIVES DANS LE CHER

Collectif 18 de l'IHS Centre, en collaboration avec l'Union Départementale du Cher et les Unions Locales de Bourges, Vierzon, St-Amand et St-Florent

#### 1<sup>er</sup> Mai 2018 à Bourges

☞ Diffusion du documentaire sur 68 réalisé par l'IHS.

#### 25 Mai à St-Amand-Montrond

☞ Exposition dans les locaux de l'UL de St-Amand « 1968 ... 2018, 50 ans de luttes ».

#### 8 Juin 2018 à St-Germain-du Puy

☞ Rencontre-débat suivie d'un spectacle de chansons sur les thèmes de Mai 68 et la lutte par Vincent Faucheux, artiste local.

#### 15 Juin 2018 à St-Florent-sur-Cher

☞ Projection films (à définir) suivie d'un débat au cinéma municipal "Le Rio". Spectacle de chansons sur les thèmes de Mai 68 et la lutte par Vincent Faucheux, artiste local.

#### 22 Juin 2018 à Vierzon

☞ Rencontre-débat suivie d'un spectacle de chansons sur le thème de Mai 68 et de la lutte par Vincent Faucheux, artiste local.

<b>VENDREDI 8 JUIN ...</b>	<b>St GERMAIN DU PUY</b> ESPACE NELSON MANDELLA
<b>VENDREDI 15 JUIN...</b>	<b>St FLORENT SUR CHER</b> CINÉMA LE RIO
<b>VENDREDI 22 JUIN...</b>	<b>VIERZON</b> SALLE DE LA DECALE

#### SOIREEES

### Les 50 PRINTEMPS de MAI 68

19h: CONFÉRENCE-DEBAT-PROJECTION

« TEMOIGNAGES et CONQUÊTES de MAI 68.. »



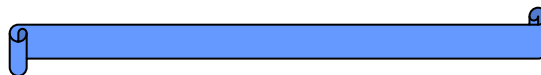
20h:30 Vincent FAUCHEUX chante....

« .. au printemps... à quoi rêvais-tu.. ? »



Accompagné d'Etienne MANEUVRIER, Vincent FAUCHEUX interprétera les chansons qui résonnaient dans les têtes des français au cours de ce printemps de luttes.

À l'issue des soirées, EXPO « Le Printemps des conquêtes », et Buffet froid.



### NOUVEAU CHANGEMENT DE DATE POUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'IHS CGT RÉGION CENTRE

Cette AG avait été reportée au 19 Avril. Compte tenu de la journée nationale d'action, le Conseil d'Administration a pris la décision de REPORTER CETTE A.G. AU LUNDI 28 MAI 2018 à partir de 8H30 à la Salle de l'Asphodèle - Rue du 30 Août 1944 - 36330 LE POINCONNET. L'Après-midi sera consacré à une initiative au cours de laquelle nous retracerons les 30 ans de l'IHS CGT Centre.

Les adhérents (individuels et collectifs), intéressés pour y participer, peuvent s'adresser à l'UD.

## Souscription pour le Livre I de 1860 à 1967 à 8 € (prix hors souscription 10 €)

Disponible juin 2018



### ***Les Etablissements Militaires de Bourges et d'Avord*** ***Une grande et belle histoire humaine !***

Cette riche histoire, industrielle et sociale débute en 1860 suite à la décision napoléonienne d'implanter à Bourges un arsenal unique, un dépôt et une école de pyrotechnie.

Des générations de travailleurs se succèdent en transmettant leurs savoir-faire. Des milliers de familles vont vivre et travailler au pays. La jeunesse trouve dans l'école de formation professionnelle de l'arsenal la possibilité d'y effectuer son apprentissage.

Bourges et le Cher bénéficient ainsi des apports industriels et technologiques développés par les intelligences créatrices des ouvriers, des techniciens, des ingénieurs civils et militaires.

Mais que savons-nous précisément de la vie et du travail de tous ces employés des E.M, protégés par le secret militaire ? Quelle connaissance avons-nous des conditions d'existence et d'emploi de ces ouvriers vietnamiens, recrutés parmi les paysans les plus pauvres du delta du Fleuve Rouge par l'Etat colonisateur français, employés à la pyrotechnie durant la Grande Guerre ? Des 14000 ouvriers mobilisés dont des Chinois, des Grecs...et de très nombreuses femmes ? Des femmes qui prennent une part active au combat de leur indépendance, des « munitionnettes » qui osent proclamer, en pleine guerre, que « la femme doit être l'égale de l'homme » ?

Comment apprécier le courage de ces militants, tel Venise Gosnat, qui font renaître le mouvement d'opposition à l'Union Sacrée et à la guerre, contribuant à faire des E.M un bastion du pacifisme ?

Comment ne pas évoquer le rôle de ces militants syndicaux et politiques engagés dans la Résistance jusqu'au péril de leur vie pour la Libération de Bourges ? De ceux qui prennent une part active dans la reconstruction des établissements pillés, saccagés par l'occupant nazi ?

De ceux qui s'engagent en apportant leur soutien aux peuples luttant pour leur indépendance, en connaissant les affres des révoqués, recouvrant leur dignité grâce à la solidarité de toute une corporation en lutte. L'un de ces révoqués de 1950, Maurice Louis, participe à la fondation de la Sécurité Sociale inscrite au programme du Conseil National de la Résistance et représente la CGT au bureau de la fédération nationale des organismes de Sécurité Sociale.

Voilà quelques-uns des aspects de cette vie de ces établissements qu'un collectif de militants syndicaux CGT retraités des EM a voulu porter à la connaissance de l'opinion publique !

---

### **Les Etablissements Militaires de Bourges : Une grande et belle histoire humaine !**

Disponible juin 2018

### **Souscription pour le Livre I de 1860 à 1967 à 8 € (prix hors souscription 10 €)**

Nom et Prénom du souscripteur : .....

Adresse complète : .....

N° de Tél. : ..... Adresse courriel : .....

Nombre d'exemplaires commandés à la souscription : .....

Prix total à régler au nom de l'IHS CGT Centre : 8 € x ..... nb exemplaires = .....€

Mode de paiement : numéraire ou chèque à l'ordre de l'IHS CGT Centre

Date : .....

Signature :

Encaissé par : ..... Lieu : .....

***Bulletin à retourner à : IHS CGT18 - 8 Place Malus - 18000 BOURGES***